

La recherche scientifique en Algérie : une réalité cachée

La recherche scientifique dans les universités algériennes est toujours en quête d'équipements scientifiques à jour. Imposer des conditions administratives de création ou de gestion des projets selon des conditions éliminatoires ségrégatives (voir les nouvelles dispositions de création des projets de recherche CNEPRU) n'apporte rien de nouveau et bloque toutes les initiatives positives.

Tout enseignant a le droit par la compétence de créer et gérer un projet de recherche sans être obligé de faire ménage avec quiconque pour qui, la recherche est une opportunité d'imposer son grade et de se faire du pognon en plus.

Seuls la compétence et les résultats comptent, faire de la recherche scientifique est un savoir-faire et un don, le grade universitaire n'a rien à y voir. Depuis la nuit des temps, les personnes qui ont fait avancer les sciences ne possédaient pas de grade a priori. Pour la plupart, la société n'a reconnu en eux des chercheurs sur titre qu'à titre post-mortem.

L'université se découvre aujourd'hui une chasse gardée des hauts gradés qui s'approprient l'exclusivité de la gestion de la recherche à travers les conditions de création des projets de recherche et des laboratoires de recherche.

Comment se fait-il que l'université algérienne soit dépourvue d'équipements alors que les responsables devraient savoir que si l'on fait de la recherche scientifique avec des équipements ici chez nous, ce serait plus profitable aux étudiants et chercheurs algériens qu'à l'étranger.

Faire de la recherche à l'étranger dans leurs laboratoires conçus par eux et revenir avec un titre personnel tant mieux pour le chercheur mais cela ne rapporte rien à l'université algérienne si du moins ils étaient capables de promouvoir ou de reconstituer les labos et les équipements sur lesquels ils ont bossé pendant des années sans relever l'échine.

Rentrer au bled pour jouir d'un statut de chercheur «Mabrouk», mais ne nous imposez pas une vision occidentale hau-



Photo : Samir Sid

taine en affichant des projets du type CNRS algérien et collaborations à distance qui n'aboutissent nulle part.

Il serait préférable de continuer à travailler avec le soudeur, le tourneur et le métreur du coin afin de façonner, ajuster et mesurer à défaut de matière première, de procédés de formage moderne et des outils dont est privée l'université algérienne mais le résultat et le produit final seront bénéfiques localement.

Programmes de collaboration, matière grise algérienne bossant sur des équipements à l'étranger, en conclusion rien ne profite à l'Algérie ni aux générations futures de chercheurs algériens.

L'équipement de recherche fera toujours défaut, de plus qu'à ce jour, tous les projets de recherche en Algérie sont menés avec des équipements pédagogiques acquis dans les années 1980 et 1990.

Les 100 milliards de dinars prévus entre 2005 et 2009, la majeure partie des universités les recherche toujours.

Un leurre de 50 milliards de centimes par université pour l'acquisition de plateaux scientifiques pour la recherche s'est terminé par un projet d'achats groupés, avec l'accord des recteurs bien sûr, d'appareils physico-chimiques simplement parce que d'après les ouï-dire, les personnes en charge sont du profil.

Que fait-on de la recherche en mécanique, en électrotechnique, en génie industriel, en hygiène et sécurité, en génie civil, en électronique, en informatique, en biomécanique, en médecine, en sport et j'en passe.

Faudrait faire la queue et prendre notre mal en patience pour que le jour vienne où un mécanicien (par exemple, si jamais) serait promu au poste de directeur de recherche pour enfin pouvoir acquérir les équipements de mécanique ou de biomécanique. (inch'Allah dans une trentaine d'années après le tour des sociologues, des chimistes, des sciences commerciales, des sciences politiques de la charia, etc.).

Une décision irréflective lourde de conséquences et impardonnable. L'université algérienne n'est pas constituée que de physiciens et de chimistes.

Un mépris envers les personnes qui ont élaboré pendant plus d'une année les cahiers des charges avec la certitude de bien faire pour l'université algérienne.

Pendant plus de trente ans, les enseignants algériens en Algérie de l'université algérienne ont participé à la construction et à la dotation de l'université en équipements.

Espérant qu'un jour ils laisseraient aux jeunes universitaires et chercheurs une université moderne équipée dans laquelle ils évolueront sans avoir recours aux équi-

Par M. Naoun,
enseignant, Université de Batna

pements des universités étrangères.

Prendre exemple sur la Chine, le Japon, l'Iran serait trop demander à ces responsables de comprendre que tant que nous ne réalisons rien chez nous, nous serons toujours rien pour tout le monde.

Home made product is the key and the symbol of the acquisition of Knowledge.

Malheureusement c'était sans compter sur le retour de ceux qui ont bossé pour les universités étrangères et qui ne croient pas aux capacités de nos universités.

Conflit d'intérêt ou manque de personnalité ? Induction en erreur j'en doute fort, trop futé pour se faire avoir lorsqu'on est un vrai scientifique, un chercheur plus un appareil ne font pas zéro.

Qui ne se souvient pas des achats groupés des équipements des années 1980 acquis par la tutelle auprès d'un seul représentant et qui, pour la plupart à ce jour, crépissent dans les laboratoires sans avoir fonctionné une seule fois.

En un laps de temps, nous avons cru qu'un miracle avait frappé l'université algérienne, un geste qui aurait boosté la recherche scientifique avec des équipements modernes et d'actualité qui seraient en adéquation avec les parcours LMD supposés être les supports des technologies porteuses et d'avenir.

Quelques MEB et quelques appareils de caractérisation ne représentent pas tous les axes de recherche et toutes les spécialités universitaires.

Des murs et des lits sont peut-être suffisants pour accompagner dans leurs études les étudiants en charia, sociologie et autres sciences littéraires mais ils sont totalement amorphes pour les sciences technologiques s'ils ne sont pas équipés d'appareils scientifiques convenables et représentatifs des différentes spécialités existantes dans nos universités.

Malheureusement, aujourd'hui, pour ceux qui ont vécu les années difficiles de l'université scientifique algérienne, la réalité est que cette université a été projetée 30 ans en arrière. Et l'histoire ne peut que retenir les noms de ceux qui en sont la cause.

M. N.

La richesse des nations

Adam Smith nous avait pourtant avertis que la richesse des nations ne devait pas se confondre avec la thésaurisation de l'or. On s'interroge encore aujourd'hui en Algérie de savoir si les gestionnaires des réserves considérables du pays n'auraient pas fait gagner encore plus en grosseur nos excédents des recettes sur les dépenses, s'ils les avaient placés dans des achats d'or, dont le cours est en train de flamber ! En lieu et place de placements en devises, réputées fortes, le dollar, l'euro, voire peut-être bientôt le yuan. Mais est-ce vraiment la question de fonds pour l'économie du pays ? Certes les Etats comme «les bons pères de famille» se doivent de bien gérer les budgets.

La sagesse des nations recommande aussi les enseignements à tirer du songe de Joseph, la période des vaches grasses ne doit pas oublier de prévoir celle des vaches maigres. Aussi intéressante soit-elle pour les cambistes (les

spécialistes des placements dans les banques centrales) cette question nous éloigne des fondamentaux qui devraient le plus mobiliser la pensée des économistes. Contrairement à ce que tout un chacun peut penser, le volume très important des réserves financières (mesurées habituellement en plusieurs mois voir années d'importation) est un signe de mauvaise santé économique. C'est la signification profonde de la formule d'Adam Smith : les Etats n'ont pas pour objectif d'accumuler de l'or. Nous savons pourtant que ceux qui se réclament de la pensée d'Adam Smith, le père du libéralisme économique, les actuels néolibéraux en économie sont portés plus sur les performances financières que sur les évolutions de l'économie réelle («la financiarisation de l'économie»). Dans tous les cas, tout leur discours est apparemment dominé par la finance et par une préférence au non interventionnisme des états dans la ges-

tion de l'économie. Pourtant les grandes perturbations de l'économie mondiale dans lesquelles se débattent actuellement beaucoup d'économies du monde, mêmes les plus puissantes, découlent en grande partie des dérégulations (le recul de l'intervention des Etats), mais surtout causées par la part la plus dérégulée et sans cesse grandissante au sein des marchés financiers, à savoir la spéculation, marquée ces derniers temps par des excès de cupidité, selon Joseph Stiglitz, Nobel de l'économie, ancien conseiller économique principal du président américain. De ce que Keynes appelait «l'économie casino».

Méfions-nous donc de l'adoration de l'or. Que cette période du printemps et de l'été 2011 marquée en Algérie par des grandes consultations sur l'avenir des institutions entraîne aussi des réflexions sur cette question des fondamentaux de l'économie : comment augmenter dans tous les secteurs d'activités l'élargisse-

Par Mahmoud Ourabah,
consultant en économie
du développement

ment de la capacité d'absorption à l'innovation et au bon management ? Car la faible capacité d'absorption à l'innovation créatrice de richesses économiques est la cause profonde de cet accroissement démesuré des réserves de changes financières.

Pour élargir cette capacité d'absorption, il faut tout miser sur la valorisation de la ressource humaine : sur l'école de qualité, sur la formation professionnelle, la formation continue, l'élévation généralisée du niveau culturel de la population active et non active. Ce serait, à coup sûr, notre meilleur placement, notre plus fort «retour sur investissement», le plus performant de notre fonds souverain à constituer à partir de l'excédent des réserves pour sortir de nos ornières.

M. O.